

## LA POLITIQUE DU CONTRE-PLAN

**E**N adressant à la suite du congrès de la Grange-aux-Belles un appel aux organisations représentatives des travailleurs, de la jeunesse et du monde enseignant afin d'établir en commun un contre-plan, le P.S.U. n'entend pas accomplir un geste de routine en usage après les congrès.

Cet appel est le point de départ d'une campagne d'explication, de propagande et d'action dans laquelle notre parti, enfermé depuis de longs mois dans ses problèmes intérieurs, s'ouvrira vers l'extérieur et apportera sa contribution originale à la lutte contre le régime.

### Pas de retour au passé.

Les discussions du congrès de la Grange-aux-Belles ont confirmé, en effet, l'orientation de la politique de front socialiste définie au congrès de Clichy : pour le P.S.U., la lutte contre le régime personnel et technocratique ne peut déboucher réellement que sur la perspective de transformations socialistes de la société et de l'économie et non pas se limiter à un pur et simple contrat des « non » sur un minimum commun acceptable par tous les opposants au régime.

Il est évident que la situation de la fin de 1963, au lendemain de notre congrès, n'est plus du tout la même que celle de 1961 au moment des putshes et de la guerre d'Algérie. Le référendum et les élections de la fin de 1962, comme les grèves de 1963 ont montré la force croissante de l'opposition au régime. Et au sein de cette opposition, la nécessité d'opposer au gaullisme d'autres perspectives que celles de la restauration de la IV<sup>e</sup> République commence à être plus clairement ressentie.

C'est ainsi que, dans une affiche et un tract récents, le P.C.F. affirme qu'« établir un programme commun est le moyen d'écartier tout retour au passé, toute tentative de replâtrage du régime gaulliste et d'ouvrir la voie à un avenir démocratique ». Le parti S.F.I.O., de son côté, a discuté lors de son dernier congrès des moyens d'adapter son organisation, ses structures, ses méthodes et ses objectifs aux conditions de la France d'aujourd'hui. Et la campagne entreprise pour les élections présidentielles autour de M. X... reflète, sur le plan, il est vrai limité, de la propagande, la préoccupation d'écartier là aussi tout retour au passé. Il reste à faire passer la formule « non à tout retour au passé » dans la réalité et à lui

donner un contenu positif. Il est clair que l'opposition dans son ensemble n'en est pas là.

### Des changements rapides.

Pourquoi, malgré tout, ressent-on cette préoccupation commune d'éviter toute restauration ? Ce n'est pas seulement pour répondre sur le plan de la propagande au mythe gaulliste de renouveau. C'est plus profondément parce que l'économie et la société françaises changent aujourd'hui rapidement — et cela non pas depuis 1938, mais depuis 1945 et qu'elles ont changé beaucoup plus en quinze ans qu'en cinquante ans, de 1889 à 1939. « L'explosion démographique », la croissance de la production économique ont succédé à plus de cinquante ans de stagnation. La population urbaine a plus augmenté en dix ans que pendant les cinquante années précédentes, tandis que l'agriculture a modifié fondamentalement ses méthodes et ses structures. L'enseignement secondaire et supérieur ont vu leurs effectifs se multiplier avant même que l'explosion démographique de l'après guerre ait eu son plein effet. Les transformations techniques de la troisième révolution industrielle n'en sont elles-mêmes qu'à leur début.

### Les réponses de la technocratie

Le régime personnel qui s'est imposé grâce à l'impuissance et à l'abandon des dirigeants de la IV<sup>e</sup> République apporte les réponses de la technocratie d'Etat ou du secteur privé aux innombrables problèmes posés par la transformation démographique et économique du pays. Dans le cadre du système du profit, la technocratie autoritaire a favorisé la spéculation immobilière pour construire des logements, la concentration capitaliste dans l'économie pour assurer l'expansion. Le secteur public et les industries nationalisées ont été modernisés pour assurer de meilleurs services à meilleurs prix à l'industrie privée. Comme l'écrit notre camarade Pierre Belleville, pour l'exemple de la S.N.C.F. : « La S.N.C.F. est un outil aux mains du ministre des Finances, ses investissements, ses tarifs résultant de la combinaison de diverses politiques : politique économique conjoncturelle (et non pas planification), politique vis-à-vis de la sidérurgie, des salaires parisiens, des Bretons, etc. Il ne s'agit plus

d'une entreprise de transports, mais d'un organisme de régulation dont les recettes et les dépenses entrent en vrac dans le budget de l'Etat. »

Dans le domaine de l'enseignement comme des circuits de distribution ou des déséquilibres régionaux, la technocratie n'apporte que des corrections de détail, parce qu'elle ne peut pas s'attaquer à des structures dont la transformation profonde devient une exigence non seulement de justice sociale, mais du développement économique.

## Les perspectives de la lutte revendicative et le contre-plan

Les perspectives de la lutte en sont par là même modifiées : quelques exemples ont commencé à le montrer ; aussi bien ceux des mouvements dans les formes Neyrpic et Merlin-Gérin à Grenoble que la grève de l'enseignement supérieur — étudiants et enseignants — la dernière semaine. Mais il est évident qu'il ne s'agit pour le moment que de quelques exemples isolés. La lutte revendicative a pris le plus souvent l'aspect de batailles défensives et catégorielles pour répondre à l'offensive de la technocratie. La généralisation et la coordination des luttes s'est révélée quasi impossible en raison même de leur caractère catégoriel et défensif. Les centrales syndicales n'ont pu parvenir à une tactique commune en dépit des progrès du réflexe unitaire, parce qu'une telle stratégie ou tactique commune suppose non seulement l'abandon de tout sectarisme et de toute démagogie, mais surtout l'établissement de perspectives communes de lutte qui ne peuvent que s'appuyer sur la mise en cause des structures actuelles et rétablissement en commun de propositions de transformations fondamentales de structure liées aux revendications les plus quotidiennes. C'est à cette situation que répond notre proposition adressée aux organisations politiques et syndicales des travailleurs en vue d'établir en commun un contre-plan.

Cette proposition doit être popularisée à chaque occasion par les militants du P.S.U. dans les luttes revendicatives et politiques comme dans les contacts avec les autres organisations, à tous les échelons.

## Pour une unité ni négative, ni circonstancielle

Depuis des mois, se développe un sentiment unitaire parmi les travailleurs malgré les exclusives qui persistent ou qui renaissent dans tel ou tel secteur. Nous devons prendre appui sur ce courant unitaire pour ouvrir la discussion sur les perspectives de l'unité. Nous ne croyons pas, en effet, que l'unité soit en elle-même porteuse de changements réels si les perspectives de cette unité demeurent floues, vagues ou repoussées à plus tard.

Nous ne croyons pas, par exemple, que la méthode proposée par le P.C.F. soit la plus propre à faire avancer les problèmes : le P.C.F. dit aux autres forces d'opposition : « Il est possible d'établir un programme commun en confrontant nos différents programmes, nous constatons que les communistes, socialistes, démocrates, républicains dénoncent le régime gaulliste, veulent défendre les libertés démocratiques et la laïcité, se prononcent pour la paix, contre la force de frappe et pour le désarmement... Rien ne devrait donc s'opposer à l'établissement d'un programme commun à partir de ces positions communes. » C'est la méthode du minimum commun qui est par nature un minimum défensif et qui, dans la réalité, conduit au retour du passé malgré les intentions affirmées. L'éloge fait par le parti communiste des positions adoptées par le congrès d'Evian du parti radical et du rassemblement démocratique est de ce point de vue caractéristique. Et beaucoup de nos fédérations et de nos sections savent par expérience que le parti communiste est favorable à l'« union la plus large des républicains » et à la formule « écartons tout ce qui nous sépare » qui est une fuite devant la discussion nécessaire.

Le parti S.F.I.O. est, lui, partagé entre plusieurs conduites contradictoires. Son dernier congrès a accepté l'idée d'une unité d'action défensive avec le P.C., mais non d'une discussion avec lui sur les perspectives d'une telle action. Mais le voyage de la délégation S.F.I.O. à Moscou a, semble-t-il, ouvert la voie à une discussion sur les problèmes fondamentaux du socialisme en France, discussion dont Guy Mollet vient de préciser à « Libération » qu'elle se ferait par la voie de la presse, et non pas par contacts directs. Dans la pratique, la méthode de l'unité d'action défensive amène bien des fédérations et sections S.F.I.O. à s'aligner sur la position communiste de la recherche du minimum commun dans la plus large union des républicains. Les perspectives électorales, cantonales et municipales aussi bien que présidentielle ne sont pas étrangères à cette évolution. Une perspective d'alliance électorale d'une nouvelle coalition des « non » élargie au P.C., sinon sous l'impulsion du P.C. et sur la base du programme radical ajoutée à l'absence de perspectives des luttes sociales et économiques placées sur le plan catégoriel, tout cela ne peut en définitive que jouer en faveur du pouvoir personnel et de la technocratie. Les propositions faites par le congrès du P.S.U. n'en sont donc que plus justifiées. Les critiques que nous portons sur la conduite de l'action unitaire n'ont de sens que si nous les développons en public et en nous adressant aux militants des autres organisations. Il ne s'agit pas pour le P.S.U. d'avoir raison tout seul et en nous isolant dans une attitude intransigeante. Il s'agit de convaincre, et nous savons qu'au sein du P.C.F. comme de la S.F.I.O., comme dans le mouvement syndical, dans les organisations paysannes et dans les

organisations de jeunesse, nos points de vue et nos explications rencontreront un écho réel.

Nous savons qu'il y a dans toutes les organisations des éléments qui sont plus ouverts que d'autres à la nécessité d'ouvrir des perspectives de changement profond des structures sans se contenter d'une unité défensive, négative ou circonstancielle. Au sein des multiples rencontres, contacts, actions communes, les militants des organisations de travailleurs commencent à discuter entre eux. Nous ne devons perdre aucune occasion de le faire à tous les échelons. C'est ainsi que nous devons, au sein des comités contre la force de frappe, nous efforcer de démontrer qu'on ne peut se contenter des manifestations réalisées, si importantes qu'elles aient été, mais qu'il faut lier cette action à des propositions positives en faveur de la détente internationale et du désarmement nucléaire comme à la discussion des moyens d'action à mettre en oeuvre contre le régime.

### La position du P.S.U. sur le colloque organisé par la S.F.I.O.

De la même manière, le bureau national a estimé qu'il devait mandater une délégation à la réunion organisée par la S.F.I.O. les 7 et 8 décembre en vue de préparer des colloques socialistes. Notre délégation défendra dans cette réunion la politique décidée par le congrès de la Grange-aux-Belles et reprise dans l'appel aux organisations. Elle expliquera qu'à nos yeux des discussions générales et multilatérales sont nécessaires avec le P.C.F., la S.F.I.O., les syndicats, pour éclaircir les positions des uns et des autres sur les problèmes de la lutte contre le gaullisme et parvenir ainsi dans ces discussions et ces actions communes à un pacte de front socialiste. Dans la situation actuelle, et compte tenu de l'état des

rapports entre les partis ouvriers et entre les syndicats, des discussions multilatérales sont utiles pour approfondir les problèmes aujourd'hui trop souvent esquissés dans des rencontres générales qui se limitent pour le moment à la mise au point d'une unité d'action purement défensive. Ces discussions multilatérales doivent revêtir à nos yeux un aspect aussi public que possible : discussions dans la presse, rencontres d'organisation à organisation, colloques.

Il n'y a pas d'autres raisons à notre participation à ce colloque. A nos yeux, il ne préfigure aucun remembrement partiel de la gauche. Aujourd'hui, l'essentiel c'est de discuter, de confronter des conceptions politiques différentes. Partout, les partisans du mouvement s'opposent aux conservateurs, et il est bien vrai que l'attitude négative de certains secteurs de la gauche a souvent pour cause le refus de poser les questions qui font problème. Ainsi, par la discussion, par la confrontation, les responsabilités seront fixées, et l'on verra si un programme commun peut aller au-delà des classiques formules passe-partout. Cela est d'autant plus nécessaire que toute autre attitude fait le jeu du gaullisme et des forces économiques qui le soutiennent.

Et il est aussi vrai que ces discussions n'ont de sens que dans la mesure où nous démontrerons dans les actions communes entreprises à tous les échelons la nécessité d'une transformation profonde de la société. Ce qui compte, comme le proclame l'appel que nous adressons, « *c'est la définition d'objectifs acceptés par tous et capables de donner une nouvelle vigueur à la lutte démocratique et socialiste* ».

**Jean Verlhac.**